

## Le statut juridique de l'eau à l'épreuve des exigences environnementales

Se situant au croisement des enjeux écologiques, économiques, politiques et juridique, cet ouvrage de Julia Gudefin intéressera tous les acteurs de la société : élus, services d'administration, professionnels et techniciens de l'eau et de l'environnement, associations de protection de l'environnement. Aux éditions Johanet, janvier 2015.

**Titre**

Le statut juridique de l'eau à l'épreuve des exigences environnementales

**Auteur**

Julia Gudefin

**Éditeur**

Éditions Johanet

**ISBN**

979-10-91089-18-0

**Pages**

860

**Sortie**

janvier 2015

**Prix**

68.01 euros

Julia GUDEFIN

Confrontant les exigences de protection de l'eau à ses catégories juridiques, ce livre, récompensé par la mention au prix de Thèse des entreprises 2014 de l'Association française des docteurs en droit, analyse l'évolution du statut juridique de l'eau. L'ouvrage se situe donc au croisement de plusieurs enjeux - écologiques, économiques, politiques et juridiques - qui intéresseront tous les acteurs de la société : élus, services déconcentrés de l'État, professionnels et technicien l'eau et de l'environnement, associations de protection de l'environnement, sans oublier l'ensemble des juristes et les simples citoyens intéressés par ce thème essentiel.

Il révèle que la dynamisation de la protection de l'eau entraîne des incidences sur son statut et implique une approche novatrice de la ressource. Ainsi pour la première fois, l'eau est explorée à travers une analyse juridique inscrite dans la globalité de ses états physiques et est envisagée dans sa réalité écologique, celle du cycle hydrologique.

L'auteur - Chercheur à l'Institut de droit de l'environnement de l'Université Jean Moulin Lyon 3, Julia Gudfin a obtenu pour cette thèse, soutenue le 9 décembre 2013, le grade de docteur en droit avec la mention très honorable et les félicitations unanimes du jury. Elle a également récompensée pour le présent ouvrage de la mention au prix de Thèse des entreprises 2014 de l'Association française des docteurs en droit.